

CULTURE INTÉGRÉE DE L'ÉGALITÉ, UNE AMBITION DU DÉPARTEMENT



Égalité entre les femmes
et les hommes

RAPPORT ANNUEL 2025



Florence DABIN
Présidente du Département
de Maine-et-Loire

ÉDITO

Inscrite dans le préambule de la Constitution, l'égalité entre les femmes et les hommes constitue un enjeu social à part entière.

L'égalité, ce chemin que nous parcourons ensemble

Le Département réaffirme, avec force et détermination, son engagement en faveur de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Des évolutions législatives récentes, comme l'ajout du consentement libre et éclairé dans le Code pénal ou le renforcement de la parité dans les instances dirigeantes, enrichissent le corpus juridique pour renforcer ce principe fondamental de notre République.

Pourtant, en 2025, les outrages sexistes et sexuels ont augmenté de 17 %.

Ce rapport annuel met en lumière la politique publique menée par la collectivité pour lutter contre les stéréotypes de genre, faire reculer les préjugés, les discriminations et promouvoir une société plus inclusive. Il révèle la dynamique de nos politiques éducative, culturelle, sociale, et de gestion des ressources humaines.

Car, au-delà de l'ambition commune, des valeurs partagées, c'est bien par des actions concrètes que nous passons des mots aux actes.

L'ambition d'une feuille de route pour l'égalité

Face à des représentations fortement ancrées culturellement, la mobilisation doit être robuste. Il s'agit de faire évoluer les mentalités en pensant l'égalité transversalement. Car ce n'est pas un sujet à part ; c'est un sujet à part entière qui doit irriguer chaque projet, chaque décision. C'est pourquoi, à l'automne 2025, une réflexion globale et transversale a été engagée avec tous les élus et toutes les directions.

Avec un objectif partagé : intégrer plus les questions de genre transversalement et ancrer l'égalité filles/garçons - femmes/hommes dans toutes nos politiques publiques départementales.

2026 marquera une nouvelle étape : celle d'un territoire où nous œuvrons pour que chaque fille puisse envisager sereinement une carrière d'ingénieur, où chaque femme se sente en sécurité dans l'espace public et où chaque homme puisse assumer pleinement ses responsabilités familiales, sans préjugés.

Ensemble, nous poursuivons notre action avec détermination pour faire du département de Maine-et-Loire un vrai territoire d'ÉGALITÉ, génératrice d'une société plus juste.



Roselyne BIENVENU
Vice-présidente en charge
de l'égalité sociale et
l'inclusion



Xavier TESTARD
Vice-président en charge
des ressources et de
la qualité du service public

SOMMAIRE

L'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques publiques du Département

1. L'action sociale territoriale.....	3	4. L'autonomie.....	5
2. La santé.....	4	5. L'insertion.....	6
3. L'enfance et la famille.....	5	6. L'éducation, le sport et la culture.....	7

Les chiffres clés de la politique ressources humaines du Département.....	8
---	---

L'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques du Département

1. L'ACTION SOCIALE TERRITORIALE

23 170

personnes accompagnées (AIO/ASC) : 64 % de femmes - 36 % d'hommes

659

situations accompagnées en commissariat et gendarmerie : 86 % concernent des femmes

50

professionnels sensibilisés à la prise en compte du genre dans l'interculturalité

Chef de file de l'action sociale, le Département déploie sa compétence, grâce au réseau des Maisons du Département, des Maisons départementales des solidarités (MDS) et leurs sites annexes, en proximité des plus vulnérables.

Renforcer la lutte contre les violences conjugales

Les conseils budgétaires et l'appui spécifique pouvant être apportés dans le cadre du dispositif national d'aides d'urgence pour les victimes de violences conjugales sont de nature à sécuriser les ressources des femmes. Les intervenantes sociales poursuivent leurs actions au sein des commissariats et gendarmeries pour prendre en charge les victimes de violences. Si le nombre de sollicitations a baissé de 11 %, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses en 2025 qu'en 2024 à bénéficier de leurs soutiens.

Soutenir la coparentalité

Désamorcer les tensions intrafamiliales, soit par du répit parental, soit par le biais d'une action thérapeutique familiale, offre une occasion de mieux partager la responsabilité parentale. En 2025, 46 filles et 48 garçons ont bénéficié du premier dispositif et 33 familles du second.

Promouvoir l'égalité femmes-hommes par des actions collectives

La promotion de l'égalité passe par des actions collectives dont beaucoup concernent la relation parents-enfants, orientées tant pour les pères que les mères. D'autres sont spécifiquement ciblées vers les femmes comme le **Café 100 % femmes** de la Maison du Département de Segré-en-Anjou Bleu. On note que l'année 2025 a été propice à l'innovation avec plusieurs opérations nouvelles sous la forme d'**escape game Égalité femmes-hommes**, notamment à la MDS Loir-Baugeois-Vallée ou celle des Mauges.

Structurer une démarche d'expérimentation en faveur de l'égalité

Le laboratoire d'expérimentation égalité femmes-hommes de la MDS Angers sud a structuré sa réflexion. Plusieurs points ont émergé dans la perspective d'une démarche systémique propice à la lutte contre les stéréotypes de genre, à la juste place des deux parents, au rééquilibrage de la charge mentale liée à l'éducation ainsi qu'à la prévention des phénomènes de violences conjugales et intrafamiliales. 15 familles ont été spécifiquement rencontrées dans le cadre de cette démarche.

Cinq volets constituent l'ossature d'un plan d'actions qui permettra l'essaimage de la démarche sur d'autres territoires et le portage d'une réflexion élargie à d'autres politiques de solidarités :

- **institutionnel et partenarial** : intégration de l'égalité dans toutes les politiques, coordination entre acteurs contre les violences et la lutte contre les stéréotypes ;
- **organisationnel** : réflexion autour du questionnement systématique sur le vécu de violences conjugales ou intrafamiliales en entretien ; intégration systématique des pères à la vie familiale et/ou éducative ;
- **ressources humaines** : formations sur les enjeux de la prise en compte des violences sexistes et sexuelles/violences intrafamiliales dans l'accueil et l'accompagnement ; capitalisation sur les bonnes pratiques ;
- **relations aux usagers** : actions collectives sensibilisant les usagers à l'égalité femmes-hommes ; instauration de groupes de paroles ;
- **visibilité des parcours et du travail d'accompagnement** : valorisation de témoignages montrant la résilience de personnes accompagnées.

2. SANTÉ

3 777

garçons sensibilisés à la vie affective, relationnelle et sexuelle par les CSS

3 090

filles sensibilisées à la vie affective, relationnelle et sexuelle par les CSS

2/10

femmes touchées par la dépression périnatale

440

consultations réalisées dans le cadre du dispositif RenParD

Au titre de ses compétences obligatoires, le Département met en œuvre une politique de santé publique, à travers la Protection maternelle et infantile (PMI) et les Centres de santé sexuelle (CSS), deux vecteurs de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Associer les hommes à la santé et à la parentalité

Dans le domaine de la santé, un levier essentiel de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes est la manière dont le compagnon ou le père est associé aux différents sujets. Qu'il s'agisse de prévention en termes de santé sexuelle, de suivi de grossesse pour une parentalité partagée ou du repérage de dépression périnatale, l'enjeu est de sensibiliser pour susciter l'implication masculine à des moments clé.

Accroître la visibilité et l'action des Centres de santé sexuelle (CSS)

Les Centres de santé sexuelle départementaux (CSS) sont allés, en 2025, à la rencontre de près de 7 000 personnes (55 % garçons et 45 % de filles) en grande majorité des jeunes (52 % de collégiens, 23 % de lycéens et 13 % d'apprentis) pour échanger autour de la vie affective, relationnelle et sexuelle. Lors de ces séances, les thèmes sont variés avec une attention particulière portée à la notion d'égalité filles-garçons, femmes-hommes, de co-responsabilité dans la contraception, de consentement, de prévention des violences sexuelles et sexistes. En parallèle, les conseillères conjugales et familiales ont accueilli en entretien dans leurs locaux des CSS 3 451 personnes (70 % de femmes et 30 % d'hommes) dont 42 % de moins de 20 ans sur des thématiques similaires.

Accompagner la dépression périnatale

Par ailleurs, le dispositif d'accompagnement de la santé mentale périnatale (RenParD) s'est poursuivi, avec une quarantaine de situations, représentant 440 consultations (en binôme sage-femme-puéricultrice PMI du 6^{ème} mois de grossesse à la première année de vie de l'enfant, avec 4 consultations anténatales et 7 consultations postnatales).

Cette méthode favorise le repérage d'une éventuelle dépression périnatale, mais il ne la traite pas. L'accompagnement au long cours en binôme permet de minimiser l'aggravation de la maladie si elle apparaît : ce dispositif est un outil de prévention précoce. Les hommes sont inclus dans ce dispositif, avec une rencontre conjointe avant la naissance et l'accès aux visites après la naissance.



ZOOM SUR les "Rendez-vous Papotages"

Depuis 2023, dans le cadre de l'accompagnement à la santé mentale périnatale, des "Rendez-vous Papotages" offrent un espace spécifique en groupe, entre pairs, pour permettre des échanges sur le quotidien avec la maladie, laquelle pèse sur le vécu des femmes.

Animés par des puéricultrices, ces temps de rencontre sont mensuels, en soirée et sans engagement de durée.

Développés dans un premier temps à la MDS Sud Loire, ils sont aussi déployés depuis septembre 2025 à la Maison du Département du Grand Saumurois et depuis fin 2025 à la MDS Angers Centre pour toute la population d'Angers et de l'agglomération.



3. L'ENFANCE ET LA FAMILLE

2 359

mineurs confiés (hors mineurs non accompagnés) :
58 % de garçons et 42 % de filles

592

mineurs et majeurs non accompagnés :
88,3 % de garçons et 11,7 % de filles

S'agissant de la protection de l'enfance, l'année 2025 a été celle de la concrétisation d'une initiative autour de la lutte contre la prostitution des mineurs, opération lauréate d'un appel à projet national. Le but était de créer un lieu pour un accompagnement singulier et personnalisé de quelques jeunes filles inscrites dans le système prostitutionnel.

Déployer un dispositif expérimental unique en France

L'association Marie Durand a accepté de piloter avec le Département la conception et la mise en œuvre de ce dispositif unique en France et expérimental, sous forme de sessions de remobilisation d'une durée de quatre mois. Durant cette période, des interventions sont prévues et des activités sont dispensées par des partenaires extérieurs et des professionnels du Département, dans l'optique de contribuer à restaurer l'estime de soi et la relation au corps, de rétablir la notion de consentement, de prévenir l'influence des réseaux...

Évaluer les premiers résultats du programme ENTRACTE

Dénommée ENTRACTE, la formule montre déjà des effets positifs sur ces jeunes filles. L'évaluation formelle de la session initiale est en cours, les premiers départs s'étant déroulés sur le premier trimestre 2026. Un prochain groupe est d'ores et déjà programmé pour le printemps et deux autres ultérieurement. L'expérience dans cette configuration s'achèvera fin décembre 2026, après un bilan.

4. L'AUTONOMIE

7 143

bénéficiaires de l'APA (en 2024) :
65 % de femmes
et 35 % d'hommes

6 248

bénéficiaires de la PCH (en 2024) :
54 % d'hommes
et 46 % de femmes

Face au vieillissement de la population et aux enjeux liés au handicap, le Département déploie des actions visant à soutenir les personnes en perte d'autonomie ainsi que leurs proches. Une attention particulière est portée aux aidants, majoritairement des femmes, afin de prévenir leur isolement, renforcer leur accompagnement et leur offrir des ressources adaptées à leurs besoins.

Soutenir les proches aidants au quotidien

L'accompagnement des seniors et des personnes en situation de handicap est au cœur des compétences du Département. Le bien vieillir et le mieux vivre son handicap sont des axes majeurs de l'action départementale, inscrits dans le schéma départemental de l'autonomie 2023-2027. Le soutien aux proches malades, vieillissants ou handicapés, repose majoritairement sur les femmes, en raison notamment d'une espérance de vie plus longue.

Sur le champ de l'autonomie, le soutien aux proches malades repose majoritairement sur les femmes, en

raison d'une espérance de vie plus longue. Prenant en compte les besoins d'accompagnement des aidants et la place prépondérante des femmes dans ce public, le Département conduit depuis de nombreuses années un plan de soutien aux proches aidants. 84 actions ont ainsi été financées à hauteur de 137 679 € en 2025.

Sensibiliser et accompagner les familles

On peut citer un temps de sensibilisation sur les troubles du déficit de l'attention chez l'enfant, conduit par le Centre social Val'Mauges, à La Pommeraye. Il a réuni 170 participants, dont 125 femmes, essentiellement des mamans.



5. L'INSERTION

16 852

bénéficiaires du RSA :
56 % de femmes
et 44 % d'hommes

3 932

bénéficiaires inscrits sur Job49
sont des femmes,
soit 59 %

77,5

mois d'ancienneté, en moyenne,
pour les femmes,
65 mois pour les hommes

Les pratiques de recrutement dans certains métiers mettent en lumière une approche trop genrée, le plus souvent préjudiciable aux femmes. On mesure donc l'intérêt de mieux prendre en compte leurs besoins spécifiques et les difficultés qu'elles rencontrent dans le cadre de leur parcours vers l'emploi (place des femmes sur le marché de l'emploi, mixité dans les entreprises, solution et financement de l'accueil des enfants...). L'enjeu de l'intervention départementale est de proposer des solutions pour garantir à toutes et tous les mêmes opportunités d'autonomie et de faire progresser l'équilibre des rôles dans l'entreprise, sans stigmatisation, sans assigner un rôle à un sexe plus qu'à un autre. C'est le sens de plusieurs actions menées en 2025.

Promotion des offres d'emploi avec une communication volontairement genrée

Des offres sont régulièrement adressées aux femmes bénéficiaires du RSA, notamment en industrie pour des entreprises en fort développement ou avec des difficultés de recrutement. C'est le cas de la société Okamac à Angers, Chaucer Food à Saumur ou Restoria à Cholet pour lesquelles le Département a soutenu la recherche de candidates. Les femmes sont contactées, un coaching peut être proposé et la prise de poste accompagnée pour sécuriser l'intégration en emploi en tenant compte des contraintes familiales notamment.

Une prestation « Parcours emploi femmes » avec le Réseau pour l'emploi d'Angers

Dans le cadre de la loi pour le plein emploi, le comité local pour l'emploi d'Angers (CLPE) a décidé, dans sa feuille de route 2025, de flécher un axe pour faciliter le retour à l'emploi des femmes. Sous l'impulsion de travaux menés dans le cadre de la Cité de l'emploi jusqu'à 2025, le Département a co-construit avec les partenaires des séquences de coaching dédiés aux femmes, abordant des questions de la garde des enfants, du rapport de genre en entreprise (notamment avec un hiérarchique homme) ou encore l'équilibre vie professionnelle et vie personnelle. Ce sont deux groupes de 12 femmes qui ont participé à ces séquences en juin et septembre. Le Département a mobilisé ses moyens RH avec France travail, Aldev, la mission locale angevine et d'autres pour offrir une prestation de préparation à l'emploi.

Des Rendez-vous Job49 pour diversifier les projets professionnels des femmes et les amener vers des emplois moins précaires

En 2025, 32 515 invitations ont été adressées aux bénéficiaires du RSA pour participer aux Rendez-vous Job49. Les femmes ont représenté 51 % des invités et 54 % des présents. Il convient de noter qu'au-delà de la présence aux rendez-vous Job49, ces envois déclenchent des échanges téléphoniques permettant de faire d'autres propositions aux bénéficiaires concernés ce qui contribue à dynamiser leur parcours en les informant sur différentes opportunités d'actions d'insertion, de formations et/ou d'offres d'emploi.



ZOOM SUR les événements dédiés aux femmes

Des événements dédiés aux femmes ont par ailleurs été organisés par le Département en 2025 :

- Osez la logistique en janvier à Angers
- Industrie au féminin en mars à Saumur
- Élargir ses choix professionnels en mars à Angers
- Osez la logistique et l'industrie en novembre à Angers

6. L'ÉDUCATION, LE SPORT ET LA CULTURE

2/3

des collèges offrent un accès à un dispositif contre la précarité menstruelle

711

collégiens réunis sur le match-spectacle "starting block"

6

emprunts d'outils d'animation sur l'égalité par des bibliothèques et des MDS

Le Département agit auprès des jeunes pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes à travers l'éducation, la culture et le sport. De la lutte contre la précarité menstruelle à la promotion de modèles féminins inspirants, en passant par la sensibilisation aux stéréotypes de genre et à la mixité professionnelle, ces actions visent à favoriser l'émancipation de chacun et à construire une société plus inclusive dès le plus jeune âge.

Lutter contre la précarité menstruelle dans les collèges

En matière d'éducation, le Département s'est notamment engagé dans la lutte contre la précarité menstruelle, en offrant aux collégiennes qui en ont le plus besoin des protections réutilisables. Le matériel (serviettes jour, serviettes nuit, cups, pochettes de rangement, culottes, affiches et dépliants mode d'emploi) est remis à l'infirmière scolaire et/ou aux référents au sein de l'établissement, afin que ce professionnel reste l'interlocuteur privilégié des jeunes sur le sujet. Ce dispositif doit permettre aux jeunes concernées de limiter les dépenses mensuelles, de bénéficier de protections innovantes, biologiques et durables et d'avoir des informations adaptées à leur âge sur la santé.

Favoriser la mixité professionnelle dès le collège

Le développement de l'égalité femmes-hommes repose avant tout sur l'évolution des mentalités et constitue un enjeu majeur d'éducation. Dans les collèges publics, seulement 7 % des chefs de cuisine sont des femmes. Pour favoriser leur accès à ces postes, la collectivité a mis en place, avec la Chambre de commerce et d'industrie d'Angers, deux parcours de formation destinés aux agents d'entretien et aides de cuisine. Parmi les 8 agents diplômés, 7 sont des femmes, contribuant ainsi à féminiser ce métier et à offrir aux élèves des représentations professionnelles moins stéréotypées.

Faire de la culture un vecteur de sensibilisation

La culture joue également un rôle essentiel dans la promotion de l'égalité. En 2025, un projet mené dans deux Maisons départementales des solidarités a permis à des participants de travailler autour d'archives, de pratiques artistiques et de rencontres. Cette démarche a abouti à l'exposition « Tissons l'égalité ! », présentée aux Archives départementales puis dans plusieurs MDS, mettant en valeur les créations réalisées et l'évolution des droits des femmes et des hommes.

Interroger les stéréotypes de genre par la création artistique

Par ailleurs, le Département a soutenu le spectacle « Dessine-moi une brebis » de la compagnie Les Merveilles, qui revisite Le Petit Prince en féminisant ses personnages afin d'interroger les questions de genre et de parité. Cette création a touché 500 spectateurs, dont 80 jeunes ayant participé à des ateliers de théâtre et de stop motion.



Encourager la pratique sportive féminine et déconstruire les stéréotypes

Enfin, le sport constitue aussi un levier d'égalité grâce à l'action « Le sport féminin ça match ! », menée depuis 2024. Elle vise à lutter contre les stéréotypes, à sensibiliser aux spécificités du sport féminin et à encourager la pratique de disciplines souvent perçues comme masculines. Plus de 500 collégiens ont participé à cette initiative en 2025.



ZOOM SUR le spectacle "Starting block"

La saison artistique des collégiens a aussi abordé cette thématique avec le spectacle « Starting block », consacré à des portraits de sportives de différentes disciplines et époques. Des temps de médiation autour du travail du photographe Benjamin Rullier ont également sensibilisé près de 390 élèves et accompagnateurs.

LES CHIFFRES CLÉS DE LA POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES DU DÉPARTEMENT

2 900 AGENTS

33 %
sont fonctionnaires
et contractuels
permanents
et **21 %**
assistants familiaux



67 %
sont fonctionnaires
et contractuels
permanents
et **79 %**
assistants familiaux

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE

19 % sont de
cat. A,
41 % de
cat. B
et **42 %** de
cat. C



81 % sont de
cat. A,
59 % de
cat. B
et **58 %** de
cat. C

RÉPARTITION PAR FILIÈRE

86 %
sont dans
l'administratif,
91 % dans le
social,
et **96 %** dans le
médico-social



63 %
sont dans le
technique,
50 % dans la
culture,
et **0 %** dans le
médico-technique

160 RECRUTEMENTS



34 % dont :
25 %
sont titulaires
et **75 %**
contractuels

66 % dont :
16 %
sont titulaires
et **84 %**
contractuelles

TÉLÉTRAVAIL : 1 412 AGENTS

21 %



79 %

ORGANISATION DU TRAVAIL : 409 AGENTS EN TEMPS PARTIEL

92 %



8 %

INDEX ÉGALITÉ 2024 (84/100)

